

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 21 JUIN 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI -

EDITORIAL

« LA TROISIÈME GUERRE
MONDIALE A COMMENCÉ »

(L.S. SENGHOR)

"La troisième guerre mondiale a commencé en Afrique et plus précisément en Angola" - voilà ce que déclare en substance Senghor président du Sénégal !

La formule a pu du succès et est largement commentée par les journalistes de tous bords.

La référence à l'Angola n'est pas fortuite. Un gouvernement moins soumis que ne l'est celui que dirige Senghor a été mis en place en Angola. Et cela avec l'aide ouverte de l'URSS. Senghor et ses semblables en ont déjà des sueurs froides. Non pas par "peur du communisme" ou de la guerre mondiale. Les gens comme Senghor, qui dirigent l'Afrique au profit des impérialistes, permettent à une classe dirigeante incapable et inféodée de recueillir quelques miettes du festin impérialiste. Cette classe suscite évidemment contre elle l'hostilité des pauvres, ouvriers, paysans et jeunes de ces pays.

Avec la prise du pouvoir, dans une partie de l'Afrique, par des mouvements nationaux plus radicaux que les états déjà en place, il y a évidemment un risque de voir ces mouvements servir d'exemple aux autres peuples d'Afrique.

Non pas que ces mouvements soient réellement décidés à mettre fin à la société capitaliste elle-même. Car pour cela il faudrait faire appel à la classe ouvrière mondiale. Mais ces régimes ne se soumettent pas comme les Senghor ou les Houphouët-Boigny à l'impérialisme.

Des peuples, des jeunes des états comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire, peuvent y voir un exemple et constituer sur cette base une opposition politique radicale avec drapeau et programme.

En grande partie, une telle évolution de la situation dépend bien sûr de la politique que mènent dans cette région l'URSS et les USA. Tant que les intérêts de l'URSS la conduisent à soutenir les mouvements nationaux en Afrique, ceux-ci pourront trouver de son côté un soutien effectif.

Mais il ne faut pas perdre de vue que les intérêts politiques de l'URSS peuvent aussi la conduire à s'entendre avec les impérialistes américains. Et dans ce cas-là, elle abandonnerait sans

(suite en page 2)

Martinique

LA PESTE PORCINE : UN FLÉAU
QUI PORTE PRÉJUDICE AUX PLUS PAUVRES

La peste porcine, qui s'est déclarée depuis plus d'une semaine en Martinique continue à faire des ravages : déjà, plus de 500 animaux ont été touchés par l'épidémie. Il faut savoir que celle-ci entraîne une mort foudroyante en trois jours et qu'il n'existe aucun traitement. Le seul moyen d'enrayer la maladie, est un moyen préventif : il faut vacciner les porcs.

Cette épidémie est un véritable malheur pour des milliers de travailleurs, de petits exploitants, qui comptent sur les quelques cochons qu'ils engraisent pour s'assurer quelques revenus tout au long de l'année. La plupart du temps justement, ces animaux ne sont pas vaccinés et il y a de fortes probabilités qu'ils soient contaminés par la peste.

Les quelques éleveurs moyens qui existent en Martinique, ont eux plus de chance d'éviter la maladie puisque généralement les porcs d'élevage sont vacci-

nés. En effet, un troupeau de porcs représente un trop gros capital pour son propriétaire pour que celui-ci prenne le risque de le perdre en cas d'épidémie.

Ce sont donc les petits, les malheureux qui une fois de plus sont les victimes. Ils sont victimes d'abord d'un manque d'informations et de connaissances, ensuite d'un manque de moyens. Car l'état ne se préoccupe pas d'organiser des campagnes d'information sur les problèmes sanitaires comme la vaccination des animaux d'élevage. Il ne se préoccupe pas davantage de donner les moyens aux petits agriculteurs de faire visiter leurs animaux par des services vétérinaires.

Et ce sont finalement les plus pauvres qui payent une fois de plus le plus cher les conséquences d'une telle incurie.

GUADELOUPE

Conseil Général : toujours des
bavardages sans effets !

La troisième session ordinaire du conseil général a commencé ses travaux le lundi 19 juin.

L'intervention de la présidente Mme Michaux-Chevry a porté notamment sur le problème de la conteneurisation de la banane par Jarry. Celle-ci deviendra effective dans un assez bref délai, les mesures ayant été prises dans ce sens par les sociétés concernées. La présidente s'est faite l'interprète, la porte-parole de la région de Basse-Terre. L'autre problème est celui de l'installation future de la Société Fruitière qui en accord avec la SAG envisage de planter près de 1500 hectares de bananes dans la région de Ste-Rose. Maître Michaux-Chevry déclara faire siennes les inquiétudes des 1260 planteurs de la Basse-Terre. La présidente du Conseil Général devait également intervenir sur le problème de l'abandon de l'aérodrome de Baillif, etc...

Par la suite, différents conseillers généraux devaient intervenir pour poser des questions au préfet sur le problème de l'emploi des jeunes, du prix de la

tonne de canne pour la saison sucrière.

En fait, cette session du conseil général, comme les précédentes, semble se limiter à des questions et à des vœux pieux à l'adresse du préfet.

Vraiment, le conseil général est totalement dépourvu de pouvoir.

LA GREVE CHEZ N'ANAN :
LIRE NOTRE ARTICLE EN PAGE 2.

J. BIBRAC

Directeur de publication : M. F. 70708
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

1^{er} supplément au mensuel N° 88

EDITORIAL

(Suite)

hésiter les mouvements qu'elle soutenait la veille.

Voilà ce qui effraie tant les Senghor. Celui-ci cherche à sensibiliser l'opinion publique en Europe -et en France en particulier- pour appeler celle-ci à combattre plus énergiquement une politique soviétique et des mouvements radicaux qui peuvent menacer tous ces hommes de paille des impérialistes.

C'est ainsi qu'un Senghor en vient à mettre en évidence les dangers de guerre mondiale ! Mais ces mêmes dangers ils existaient aussi au Sud-Est asiatique lorsque les américains crasaient cette région sous leurs bombes. Ce danger il existait ou existe encore au Moyen-Orient!

Oui ! ce danger il est permanent. Mais c'est bien à cause de l'existence d'un système, d'une société, dont Senghor est le fidèle serviteur, que l'humanité encourt ce risque permanent. Pour le faire disparaître, c'est cette société elle-même et les Senghor qui la défendent qu'il faudra rejeter.

MARTINIQUE

LA GREVE CONTINUE CHEZ MARSAN

La grève des travailleurs de Fontaine Didier ne faiblit pas malgré l'intransigeance de Marsan.

Dans la journée du vendredi, les ouvriers de Fontaine Didier ont installé des piquets devant le libre service du centre ville et ont dissuadé pendant plusieurs heures le public d'acheter dans le magasin.

Aux dernières nouvelles, la préfecture a donné un rendez-vous aux grévistes pour discuter. Il semble donc que les pouvoirs publics ont commencé à s'intéresser à l'affaire. De plus, mardi doit avoir lieu une nouvelle réunion avec l'inspection du travail et Marsan. Mais quoi qu'il en soit, en face du préfet ou de Marsan, les travailleurs en grève demeurent déterminés sur leurs revendications. La première est la réintégration de Bellay.

Il est sûr que les grévistes peuvent faire céder le "patron de choc" qu'est Marsan s'ils ne faiblissent pas dans leur décision.

00000000

GUADELOUPE

Sainte-Anne :

ECHEC DE LA DROITE

Les élections du deuxième canton de Ste-Anne annulées il y a quelque temps se sont déroulées à nouveau dimanche 18 juin.

Herman Songeons, dirigeant du Parti Communiste Guadeloupéen a été élu par 905 voix contre 630 à Marlène Captant, candidate du RPR. Ainsi, Monsieur Songeons retrouve son siège perdu depuis deux ans au profit de Melle Captant.

Que cette élection ait fait échec à la droite est une bonne chose.

Cependant, quand on connaît le peu d'efficacité des conseillers généraux, le peu de possibilités, le manque total de pouvoir qu'ils ont, lorsqu'on sait que les élus de la gauche ne sortent pas plus du cadre imposé par le colonialisme que les élus de droite, on a peu de raisons de croire que Songeons est meilleur conseiller que Captant et vice-versa.

Ce n'est pas dans une telle assemblée que les problèmes des travailleurs trouveront une solution.

- 0 - 0 - 0 - 0 -

MARTINIQUE : LA FRACTION DU PCM AU SEIN DE LA CGTM REFUSE D'ORGANISER LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Deux Cents travailleurs de l'entreprise de construction SEGTA sont en passe d'être licenciés.

Cela vient après de nombreuses autres vagues de licenciement dans le bâtiment ou dans d'autres secteurs.

"Justice", journal du Parti Communiste Martiniquais écrit à ce propos :

"... les hommes de droite ... ne peuvent résorber le chômage, arrêter les licenciements et mettre en oeuvre une politique de développement économique au profit des masses populaires."

Le principal parti ouvrier en Martinique, celui qui dirige la fraction la plus importante du syndicat CGTM, propose alors comme solution :

"de redresser la situation, et de réaliser le changement démocratique que le pays attend."!!

Eh clair cela veut dire que le plus important parti ouvrier de Martinique, celui qui a le plus de force au sein du plus grand syndicat de la Martinique, refuse d'organiser les luttes immédiates des travailleurs contre le chômage et les licenciements.

Le Parti Communiste de Lamon, Gratiant, Duféal s'entend très bien à déverser des phrases creuses sur "le changement démocratique" et autres balivernes électoralistes, mais est muet quand il s'agit des luttes concrètes, réelles, immédiates et vitales pour les travailleurs.

Du reste la politique du PCM telle qu'elle apparaît dans Justice n'est nullement démentie dans la pratique de ses dirigeants au sein de la CGTM. Car la constante la plus marquante, la plus évidente de l'attitude des Lamon et autres Duféal, au sein de la CGTM, c'est de

s'opposer ouvertement ou "par la bande" à toute mobilisation des travailleurs contre les licenciements et le chômage.

Depuis des mois la direction du PCM et sa fraction au sein de la CGTM savent que SEGTA va licencier. Qu'ont ils proposé pour faire face à ces licenciements ? Rien ! Et, bien au contraire, lorsque des travailleurs tentent de réagir, comme ce fut le cas à Dragage, à Unimag ou aujourd'hui à Fontaine-Didier les travailleurs ont trouvé en face d'eux les dirigeants du PCM pour les dissuader de se battre contre les licenciements. La tactique de Lamon -c'est d'accepter les licenciements et de se contenter d'obtenir des indemnités.

Ce sont des dirigeants du Parti Communiste eux-mêmes (Lamon en tête !) qui expliquent aux travailleurs qu'il ne faut pas se battre contre les licenciements, qui les découragent chaque fois qu'ils veulent entreprendre quelque chose.

Si la grève de Fontaine Didier a pu tenir jusque là c'est contre la volonté de Lamon et des dirigeants du PCM au sein de la direction de la CGTM.

Seuls deux membres du bureau de la CGTM, dont une militante de Combat Ouvrier liée aux travailleurs de Fontaine-Didier ont refusé de tremper dans l'opération qui visait à décourager les grévistes et à leur faire accepter le licenciement de leur camarade.

Les travailleurs doivent cependant, savoir que ce n'est pas la seule voie qui existe au sein de la CGTM. Car, il y a des militants, notamment ceux de notre tentance qui participent effectivement aux luttes des travailleurs et les encouragent dans cette voie.

Ces camarades sont opposés à la li-

gne de capitulation des Lamon, Duféal et autres dirigeants du PCM qui sévissent à la tête de la CGTM.

Dans les mois qui viennent les travailleurs auront sans doute des luttes très dures à mener. Car partout les patrons s'attaquent à eux, soit en les licenciant, soit en aggravant les conditions de travail ou en refusant les augmentations indispensables de salaires.

Toute l'expérience de ces derniers mois le montre, ce ne sont pas les ouvriers qui refusent de se battre, ce sont les dirigeants du principal parti ouvrier (le PCM) qui capitulent et refusent la lutte.

Aux travailleurs d'en tirer les conclusions et de se passer de tels dirigeants pour leurs luttes futures.

GREVE A FR3

GUADELOUPE

FR3 était en grève, lundi 19 juin. Les motifs de ce mouvement, déclenché à l'appel de l'UIG-CFDT, n'ont été que rapidement évoqués lors des informations diffusées le jour même et le lendemain.

Les revendications des grévistes portent sur l'application des conventions collectives, non respectées par la direction, et sur la qualité des émissions elles-mêmes : le personnel souligne, à juste titre, que la population ne se reconnaît pas dans le type de programme qui nous est infligé. De telles revendications, ne peuvent que recevoir le soutien de tous les travailleurs.